

LES PROFITEURS DU SOCIALISME...

Quatre ans après la libération du joug colonialiste, malgré les promesses, les chartes, les programmes et les déclarations enflammées des dirigeants, le socialisme algérien reste à construire. Depuis quatre ans, les hésitations, la confusion, les louvoiements, ont tenu lieu de politique au gouvernement. Si la gabegie, la pénurie administrative, les dilapidations de toute sorte, ont été quelque peu freinées depuis l'arrivée au pouvoir des hommes du 19 juin, aucune volonté réellement socialiste n'anime la nouvelle équipe. Comment pourrait-il d'ailleurs en être autrement? Incapables de dépasser leurs propres contradictions, prisonniers d'une bourgeoisie encore puissante, les membres du *Conseil de la Révolution* ne font que suivre le chemin tracé par leurs prédécesseurs de tous pays: assurer leur avenir, remplir leur portefeuille, et asseoir leur autorité par la force. Tout le reste n'est que bavardages. Un jeu fait actuellement fureur aux terrasses de café d'Alger, celui des «*clivages*»: savoir qui est pour qui, qui est contre qui, qui est de gauche, qui est de droite... Combien dérisoires apparaissent ces subtilités face au clivage réel qui, lui, divise le pays en deux: d'un côté le gouvernement, le parti, l'administration, l'armée, et de l'autre les syndicalistes suivis ou même précédés par une grande partie des travailleurs.

Certes, la première impression du voyageur qui arrive en Algérie est que la majorité de la population est lasse et démobilisée; c'est que les mensonges et les tergiversations du pouvoir, la défaillance d'un parti à la fois tout-puissant et invertébré, une répression impitoyable, ont entraîné chez beaucoup un scepticisme mêlé d'attentisme. On parle tant de socialisme ici - tout le monde est socialiste: les pro-benbellistes et les anti-benbellistes, le parti unique et tous les groupes d'opposition: F.F.S., P.R.S., O.R.P., O.C.R.A. ... - que beaucoup de gens ont fini par assimiler socialisme et bordelisme. A tel point que nombre, de personnes ignorent ce qu'est l'autogestion et la confondent avec l'étatisation. Comme le secteur étatisé patauge dans des difficultés sans nom - difficultés que les libertaires ont toujours prévues et dénoncées - il en résulte un discrédit qui englobe l'autogestion. Et nombreux sont ceux qui n'ont pas intérêt à dissiper ce malentendu. Il y a là une lacune qui à elle seule suffit à condamner à jamais le parti, lui dont le rôle devrait être, à l'en croire, d'informer et d'éduquer les masses.

Mais les travailleurs, les plus lucides, surtout les fellahs du secteur autogéré qui savent, eux, ce qu'est l'autogestion et ce qu'elle leur apporte, mènent une lutte de plus en plus âpre contre le pouvoir, en même temps que leur prise de conscience politique s'affirme; il ne s'agit plus d'être pour ou contre tel ou tel personnage, mais d'exiger un socialisme qui ne soit pas de façade.

Les banderoles du 1^{er} mai à Alger en disent long à ce sujet: «*A bas la bureaucratie dictatoriale*», «*Gestion de l'économie par les travailleurs*», «*Vive la révolution syndicaliste*». Un journaliste qui n'hésite pas à parler à ce propos d'anarcho-syndicalisme, rapporte que «*les thèmes anti-étatistes lancés par les militants de base étaient applaudis au passage par les spectateurs*». C'est donc à l'éclosion d'une véritable conscience révolutionnaire que l'on assiste en Algérie. Après avoir imposé l'autogestion en été 62, les ouvriers et paysans veulent maintenant étendre leurs conquêtes et prendre en main toute l'économie du pays. Il est inutile de se dissimuler que la lutte sera longue et dure. Les travailleurs n'ont - pour l'instant du moins - que leurs poings serrés à opposer à la brutalité du gouvernement et du parti: «*Révolution et Travail*», l'organe de l'U.G.T.A., saisi puis interdit, les grèves réprimées, des domaines autogérés que l'on rend à leurs anciens propriétaires, d'innombrables entraves mises par l'administration en travers de l'autogestion... «*L'autogestion sera conservée*», déclare Boumedienne, qui ajoute aussitôt: «*Sa remise en ordre et son renforcement sont toutefois nécessaires*». Mais à quel prix s'effectuera cette remise en ordre? C'est qu'il existe deux manières de renforcer l'autogestion: la première est de l'enserrer dans un réseau bureaucratique qui retire toute initiative aux travailleurs, et la vide ainsi de son contenu; la deuxième est de l'étendre en lui donnant les moyens d'assurer une bonne rentabilité: création d'un crédit spécial, insertion dans un réseau de distribution socialisé. Que fera le gouvernement? Pour l'instant les travailleurs observent et attendent.

Le mot de la fin? Il appartient à ce témoin du défilé du 1^{er} mai qui déclarait à un journaliste parisien: «*Ces gars-là ne se laisseront pas faire...*».